

Une rentrée presque ordinaire.

Cette rentrée scolaire serait très banale si l'actualité des dernières semaines n'occupait pas tragiquement notre quotidien : on meurt en nombre sur les marches de notre continent ! Des exilés économiques, climatiques et politiques fuient leurs pays pour se réfugier en Europe. En dépit et à cause des politiques migratoires, ils meurent en mer et sur le continent. Avant d'entamer pour certains, un parcours invraisemblable pour s'intégrer. Les discours nauséabonds empuantissent la sphère médiatique sur un tri soit disant nécessaire comme si les conditions de leur arrivée n'étaient déjà pas assez dramatiques !

Nos pays et le nôtre en particulier souffrent d'un grave déficit d'humanité, d'altruisme envers ces exilés comme envers leur population.

Chaque jour, les inégalités, la souffrance sociale et la pauvreté augmentent et atteignent des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. Ce constat général est fortement présent dans le système éducatif. Les analyses de Bourdieu et Passeron seraient aujourd'hui bien plus accablantes qu'elles le furent dans les années 60 et 70 car un élément devient central dans la distinction sociale, l'argent. Même si le cœur de l'école demeure encore gratuit (pour combien de temps?), les familles face à la dégradation du service public et à une anxiété suscitée par l'avenir scolaire et professionnel de leurs enfants investissent dans l'école et hors de l'école. Dans l'école par des stratégies contournant la carte scolaire et surtout par un recours à des offres privées abondantes.

La réforme du collège, dans le discours officiel, vise à limiter le séparatisme social tout en prônant une autonomie et une concurrence entre les établissements ! Est-ce cohérent ? A notre sens, ces incohérences apparentes renforceront un peu plus les inégalités sociales.

La France bat des records d'injustice en proposant un système éducatif qui est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE. Rares sont les pays développés où les résultats scolaires des élèves sont aussi fortement déterminés par leur origine sociale. La mixité sociale ne constitue pas un choix parmi tant d'autres mais est la condition sine qua non d'une école plus juste, mais aussi plus performante.

Notre école souffre d'un grave déficit d'investissements, de politiques claires et d'un contexte global dégradé. Pour renforcer la cohésion sociale et la réussite de tous les élèves, il y a une urgente nécessité d'agir dès maintenant. C'est un véritable choix de société !

Sud Education s'engagera et soutiendra tous les combats pour que notre société et notre école sortent de l'impasse libérale où elles se trouvent engagées depuis déjà trop longtemps.